

## **Chapitre 4**

### **Contexte de l'étude : la région montréalaise**

Avant d'entreprendre la présentation et l'analyse de nos études de cas aux chapitres 5 et 6, il nous a paru important de revenir sur trois éléments du contexte montréalais qui nous aideront à situer la question de l'aménagement des lieux de culte dans son contexte social et géographique propre. La première section brosse donc un portrait rapide de la diversité ethnoreligieuse dans la région montréalaise et des modalités historiques du rapport entre cette diversité et le paysage urbain. La seconde section présente une esquisse de géographie des lieux de culte dans la région montréalaise en insistant sur la spatialisation des lieux de culte juifs et musulmans. Enfin, la troisième section expose quelques points de repères quant au cadre juridique et réglementaire régissant l'aménagement des lieux de culte dans une perspective municipale.

#### **4.1 Aperçu de la diversité ethnoreligieuse montréalaise**

Au Québec plus qu'ailleurs, l'immigration internationale se présente essentiellement comme un phénomène métropolitain, peut-être en raison des particularités linguistique et culturelle de la province. Des 706 965 immigrants recensés au Québec en 2001, plus de 88% résidaient dans la région métropolitaine de Montréal. Le poids relatif de la population immigrée dans l'ensemble de la population québécoise a connu un accroissement depuis le début des années 1990, et atteint tout près de 10% au recensement de 2001. Bien que ce poids relatif soit le plus important de toute l'histoire de la province, les immigrants représentent néanmoins une part moins importante de la population totale au Québec que dans l'ensemble du Canada (la moyenne nationale est de 18,4%).

Les immigrants de la région montréalaise présentent aussi certaines particularités par rapport à ceux des autres régions métropolitaines, notamment en ce qu'on y retrouve une plus grande proportion de francophones (24% pour les immigrants de la région montréalaise admis en 2002, contre 4,6% pour le reste du Canada). Par ailleurs, la

région montréalaise compte une proportion plus importante d'immigrants en provenance de l'Afrique : près d'un cinquième (18 %) des immigrants récents montréalais venaient d'Afrique, comparativement à 6 % à Toronto et à 3 % à Vancouver. Par rapport à Toronto et Vancouver, Montréal compte aussi significativement moins d'immigrants récents originaires de l'Asie du Sud, ainsi qu'une proportion plus importante de personnes originaires du Moyen-Orient et de l'Asie occidentale. Enfin, il est intéressant de noter que, dans l'ensemble, la population immigrante de Montréal compte moins de nouveaux immigrants que celles de Toronto ou Vancouver, et que près de 40% de ses immigrants sont de souche européenne d'après le dernier recensement. Du point de vue de l'origine ethnique<sup>1</sup>, outre les origines canadienne (45%) et française (21,5%), ce sont les origines italienne, irlandaise, anglaise, écossaise, et juive qui sont évoquées le plus souvent par les Montréalais.

En ce qui concerne les appartenances religieuses, le recensement de 2001 dénombre encore une forte majorité de catholiques dans la région montréalaise, soit tout près de 75% (voir table 4.1). On y retrouve aussi quelques groupes minoritaires, dont les protestants (6,2%), les orthodoxes (2,8%), les musulmans (3%) et les juifs (2,6%). C'est dire que la diversité religieuse est encore un phénomène relativement discret au Québec, du moins dans les statistiques officielles. Il y a lieu de souligner également l'augmentation remarquable des Québécois (nés ici ou ailleurs) s'identifiant à certaines traditions religieuses non chrétiennes, dont l'islam, l'hindouisme et le bouddhisme. L'augmentation des effectifs de ces groupes s'effectue d'ailleurs en contraste avec le déclin progressif des confessions chrétiennes traditionnelles et du judaïsme, lui aussi implanté de longue date au Québec. Enfin, il faut souligner aussi l'accroissement progressif du nombre de personnes ne déclarant aucune affiliation religieuse, qui représentent en 2001 7,6% de la population totale, alors qu'ils comptaient pour un peu plus de 5% en 1991.

---

<sup>1</sup> Origines ethniques uniques et multiples.

**Table 4.1 Population selon les principales religions, RMR de Montréal et Île de Montréal, 2001.**

	RMR		Île de Montréal	
	Nombre	% pop. totale	Nombre	% pop. totale
<i>Population totale selon certaines religions</i>	3377775	100,0%	1782815	100,0%
Catholique romaine	2509115	74,3%	1134560	63,6%
Aucune religion	249690	7,4%	171580	9,6%
Musulmane	99925	3,0%	85485	4,8%
Juive	88660	2,6%	81870	4,6%
Protestante non incluse ailleurs	48930	1,4%	35360	2,0%
Orthodoxe grecque	48425	1,4%	32385	1,8%
Anglicane	43895	1,3%	31035	1,7%
Bouddhiste	37790	1,1%	29860	1,7%
Chrétienne non incluse ailleurs	37370	1,1%	25510	1,4%
Orthodoxe non incluse ailleurs	34240	1,0%	23895	1,3%
Église unie	32420	1,0%	22455	1,3%
Hindoue	24060	0,7%	22305	1,3%
Baptiste	22205	0,7%	14930	0,8%
Témoins de Jéhovah	15250	0,5%	8290	0,5%
Pentecôtiste	13145	0,4%	9045	0,5%
Sikh	7910	0,2%	7150	0,4%
Luthérienne	7130	0,2%	5065	0,3%
Presbytérienne	6100	0,2%	4495	0,3%
Adventiste	5815	0,2%	4845	0,3%
Église missionnaire évangélique	4110	0,1%	2290	0,1%
Catholique ukrainienne	3215	0,1%	2765	0,2%

**Source : Recensement de la population, Statistique Canada, 2001 (données échantillon 20%).**

Ayant brossé ce rapide portrait statistique, voyons maintenant comment la diversité ethnoreligieuse s'est constituée historiquement et la manière dont elle se déploie dans l'espace urbain.

#### **4.2 Diversité ethnoculturelle et espace urbain à Montréal : perspective historique**

Montréal est depuis longtemps une ville aux références culturelles multiples, et la manière dont s'exprime aujourd'hui la pluralité culturelle montréalaise n'est pas étrangère aux modalités historiques de cette diversité. De la Conquête et des efforts de peuplement du gouvernement britannique ont résulté l'émergence de deux groupes définis principalement en fonction des origines ethnolinguistiques et religieuses, soit les francophones catholiques et les anglo-protestants<sup>2</sup>, qui ont coexisté tant bien que mal dans leurs quartiers respectifs de la ville jusqu'au tournant du dix-neuvième siècle. Ce n'est seulement en effet qu'à la moitié du dix-neuvième siècle que se mettent en place les fondements du Montréal cosmopolite, notamment avec l'arrivée régulière de vagues d'immigration en provenance, dans un premier temps, des Îles britanniques (Irlande, Écosse, Angleterre), puis de L'Europe du Nord et de l'Est (Allemagne, Scandinavie, Ukraine, Pologne, etc.). Ce sont les immigrants juifs d'origine est-européenne qui vont constituer la première véritable minorité ethnoreligieuse montréalaise vis-à-vis des deux principaux groupes ethnoreligieux que représentent les catholiques (surtout francophones) et les protestants britanniques. Après un temps d'arrêt imposé par les deux guerres mondiales, la diversification de la société montréalaise se poursuit, notamment avec l'arrivée de nouvelles vagues d'immigration en provenance de l'Europe méridionale (Grèce, Portugal, Italie, etc.).

Le brassage des populations immigrantes et des migrants issus des régions rurales avec celles déjà en place va contribuer au renouvellement de la population montréalaise dans son ensemble. La segmentation des espaces urbains, qui se traduit par la différenciation croissante des espaces résidentiels en fonction de facteurs socio-économiques et culturels, s'intensifie afin d'accommoder le plus confortablement possible les différences (McNicoll, 1993). La dualité ethnolinguistique et religieuse a donné lieu, dans un premier temps, au développement de deux réseaux sociaux et institutionnels parallèles, celui des catholiques (surtout francophones) et celui des protestants (surtout anglophones). À l'intérieur de chacun de ces réseaux s'organisent plusieurs unités fonctionnelles (paroisses, écoles, associations culturelles et nationales, sociétés charitables, etc.) qui regroupent les fidèles en fonction de la langue et de

---

<sup>2</sup> Exception faite toutefois des Irlandais catholiques.

l'origine ethnique (Linteau, 1982). Reproduisant ce cloisonnement ethnoreligieux initial, un réseau parallèle visant à desservir la communauté juive s'organise aussi dans le premier quart du vingtième siècle. Ce cloisonnement institutionnel permet, d'une part le maintien des spécificités culturelles et, de l'autre, de minimiser les risques de friction et caractérise le paysage social de la ville jusqu'au milieu du vingtième siècle (Linteau, 1981).

Ce rapport étroit entre structuration communautaire et différenciation ethnique et religieuse caractérise le paysage social de la ville jusqu'à la Révolution tranquille. Or ce processus de différenciation sociale a aussi des incidences spatiales : les groupes ethnoreligieux montréalais, immigrés ou non, ont développé des rapports particuliers à l'espace urbain. Ces rapports se traduisent, d'une part, par des trajectoires et des territorialités différenciées et de l'autre, par une organisation matérielle qui passe par la structuration d'un espace local relativement hermétique, articulé le plus souvent autour de l'église paroissiale, du temple ou de la synagogue (Linteau, 1992; Rousseau et Remiggi, 1998; Lavigne, 1992).

L'espace social montréalais s'est longtemps organisé en fonction de la présence de deux grandes « aires culturelles », pour reprendre l'expression de C. McNicoll (1993), de part et d'autre de l'île de Montréal : un côté ouest plus fortement anglophone et allophone, caractérisé par la concentration de groupes d'origine britannique et, dans une moindre mesure, d'autres groupes minoritaires et un côté est plus massivement francophone et homogène du point de vue de l'origine ethnique. En ce qui concerne les immigrants, la majorité d'entre eux, jusque dans les années 1960 environ, se sont installés dans la zone frontière entre les aires culturelles francophone et anglophone qui longe le boulevard Saint-Laurent. Ce couloir traditionnel d'immigration traverse la partie centrale de l'île du sud au nord et constitue un lieu important d'accueil des immigrants (McNicoll, 1993). Il regroupe en fait d'anciennes banlieues ouvrières offrant des logements abordables et situées à proximité du bassin d'emploi que représentent les industries légères et les manufactures de vêtement. Dans la mesure où les juifs forment une proportion importante des nouveaux Montréalais au cours des premières décennies du vingtième siècle, il n'est pas étonnant de constater la superposition des zones de concentration immigrante et des secteurs résidentiels juifs. D'autres groupes immigrants, tels que les Italiens, les Grecs et les Portugais, affichent aussi une certaine

concentration résidentielle qui leur a permis de mettre sur pied des structures communautaires autonomes.

Mais le « couloir d'immigration » n'est pas un passage obligé pour tous. On constate que d'autres populations immigrantes, comme les Allemands, les Hollandais ainsi que les Nord-Européens de façon plus générale, ont plutôt tendance à s'insérer de façon relativement discrète au sein de la population montréalaise, surtout du côté ouest de l'île. Puis, avec le temps, plusieurs groupes immigrants autrefois très concentrés dans les parties centrales de l'île se sont peu à peu déplacés vers la périphérie. Plus récemment, soit depuis les années 1980, certains groupes vont même s'implanter directement dans les quartiers de la banlieue ouest de l'île, au nord sur l'île de Laval ou encore sur la Rive-Sud de Montréal. Les statistiques du recensement de 2001 révèlent néanmoins que les ménages immigrés sont toujours surreprésentés dans la région centrale de l'île, et plus encore dans les quartiers centraux de la ville-centre elle-même.

Il est clair toutefois que la géographie résidentielle montréalaise des « natifs » comme des immigrants est également tributaire de l'évolution urbaine plus générale de la région montréalaise (Germain et Rose, 2000). En effet, l'espace urbain montréalais subit des transformations importantes depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, sous l'effet conjugué d'un mouvement de suburbanisation de la population et de la concentration spatiale des activités économiques. La ville-centre est appelée à subir des transformations importantes depuis les années 1960 : démolitions massives d'habitations dans des quartiers résidentiels plus anciens, réaménagement du centre des affaires, constructions de plus en plus en hauteur, gentrification et redéveloppement des anciennes banlieues industrielles en bordure du centre-ville, etc.

Dans les années 1960, les quartiers centraux se sont donc à la fois dépeuplés et paupérisés, en raison des déplacements de population causés par la rénovation urbaine et par l'exode des ménages plus aisés vers la banlieue. C'est ce contexte d'expansion et de repli qui a offert, d'une certaine façon, l'occasion à plusieurs immigrants de s'insérer dans l'espace urbain en accédant à la propriété résidentielle (Lavigne, 1992). Les immigrants ont alors pu racheter, souvent à prix réduit, le vieux stock de logements des quartiers centraux et les rénover par eux-mêmes. Dans certains cas, l'appropriation du sol se conjugue avec l'organisation socio-économique du groupe immigrant, en

termes d'implantation de structures communautaires, commerciales et financières, à l'instar des Portugais dans le quartier Saint-Jean-Baptiste (Lavigne, 1987).

Mais on peut aussi parler des Grecs, des Italiens ou des Chinois qui ont également contribué à réanimer certains quartiers centraux, notamment par le biais de leur investissement dans les artères commerciales : en font foi la rue Saint-Denis, le boulevard Saint-Laurent, l'avenue du Parc et la rue Jean-Talon. (Lam, 1997). À travers leur appropriation de l'espace urbain, certains groupes immigrants ont également pu acquérir des équipements collectifs délaissés par les classes moyennes : écoles, centres communautaires, lieux de culte, etc. qui ont ensuite servi de trame à l'élaboration d'un réseau communautaire et d'entraide (Lavigne, 1992). Enfin, d'autres groupes immigrants ont préféré construire à neuf leurs propres quartiers et institutions, comme les Italiens à Saint-Léonard, par exemple. Que ce soit à partir de la réhabilitation d'espaces urbains délaissés par les groupes majoritaires ou par la construction de nouveaux édifices dans les quartiers centraux, ces immigrants ont visiblement contribué à la viabilité résidentielle et au maintien d'une certaine mixité sociale dans les espaces centraux de l'île (Germain et Rose, 2000).

Si la structuration de l'espace urbain montréalais est avant tout tributaire des caractéristiques socio-économiques de la population, certaines caractéristiques ethnoculturelles, dont principalement la langue, continuent d'être des éléments structurants de l'espace métropolitain (Drouilly, 1996). De nombreuses études suggèrent d'ailleurs que la ségrégation résidentielle en fonction de l'origine nationale et/ou des caractéristiques ethniques est une réalité persistante au sein des métropoles canadiennes, et en particulier à Montréal (Kobayashi, 1997; Balakrishnan et Gyimah, 2003). Depuis une dizaine d'années, on constate toutefois l'émergence, un peu partout dans l'espace métropolitain, de nouvelles formes de territorialités, souvent plus flexibles dans leur rapport à l'espace local et moins exclusives dans leurs modes d'appropriation. C'est le cas notamment des quartiers multiethniques qu'ont étudiés Germain et al. (1995). En témoignent aussi les travaux de Renaud et al. (1997) sur les structures de voisinages ethniques. Ces travaux mettent en lumière le fait que l'espace résidentiel s'articule à partir de grandes structures de voisinage pluriethniques, définies à partir de la combinaison de facteurs linguistiques, religieux et de ceux liés à l'origine ethnique et nationale. Par ailleurs, si le nombre de quartiers multiethniques augmente, les formes

qu'ils peuvent revêtir se diversifient également. Annick Germain (1995) souligne en effet que tous les quartiers multiethniques ne se ressemblent pas, et que leur multiethnicité n'est pas toujours affichée, voire même apparente. En effet, si certains quartiers valorisent leur multiethnicité et que s'y développent un esprit d'accueil et une ouverture à la pluralité bien réels, d'autres quartiers cherchent plus à affirmer la réussite socio-économique de leurs résidents, la multiethnicité y étant quasi invisible dans les espaces résidentiels. À ces cas de figures différents correspondent des stratégies collectives et des contraintes qui caractérisent l'insertion urbaine des immigrants et des groupes ethniques montréalais (McNicoll, 1993; Charbonneau et Germain, 1998).

C'est donc dans ce contexte que les groupes ethnoreligieux montréalaise s'organisent et « font leur place » dans le paysage urbain de la ville. Notons également que la répartition spatiale de la population en fonction de l'appartenance religieuse n'est pas uniforme sur le territoire, et que cette caractéristique se combine avec un ensemble de facteurs (socio-économiques et linguistiques) pour contribuer à la configuration particulière de l'espace sociale montréalais. L'appendice 3 présente les quotients de localisation pour les principales affiliations religieuses déclarées lors du recensement de 2001<sup>3</sup>. Il en ressort que certains groupes religieux, comme les juifs, présentent un degré important de concentration résidentielle, alors que d'autres, dont les musulmans, présentent une répartition spatiale plus semblable à celle de l'ensemble de la population<sup>4</sup>.

Nous verrons dans la prochaine section comment ce contexte donne forme à la géographie des lieux de culte minoritaires dans la région montréalaise.

---

<sup>3</sup> Cette mesure reflète la sur- ou la sous-représentation relative d'un groupe une unité spatiale donnée par rapport à la proportion relative de ce groupe au sein de la population générale sur l'ensemble du territoire.

<sup>4</sup> Nous avons vérifié ces interprétations à l'aide du calcul de l'indice de ségrégation (IS) dont le calcul est présenté à l'appendice 4. Pour les musulmans, IS = 0,264 et pour les juifs, IS = 0,698.

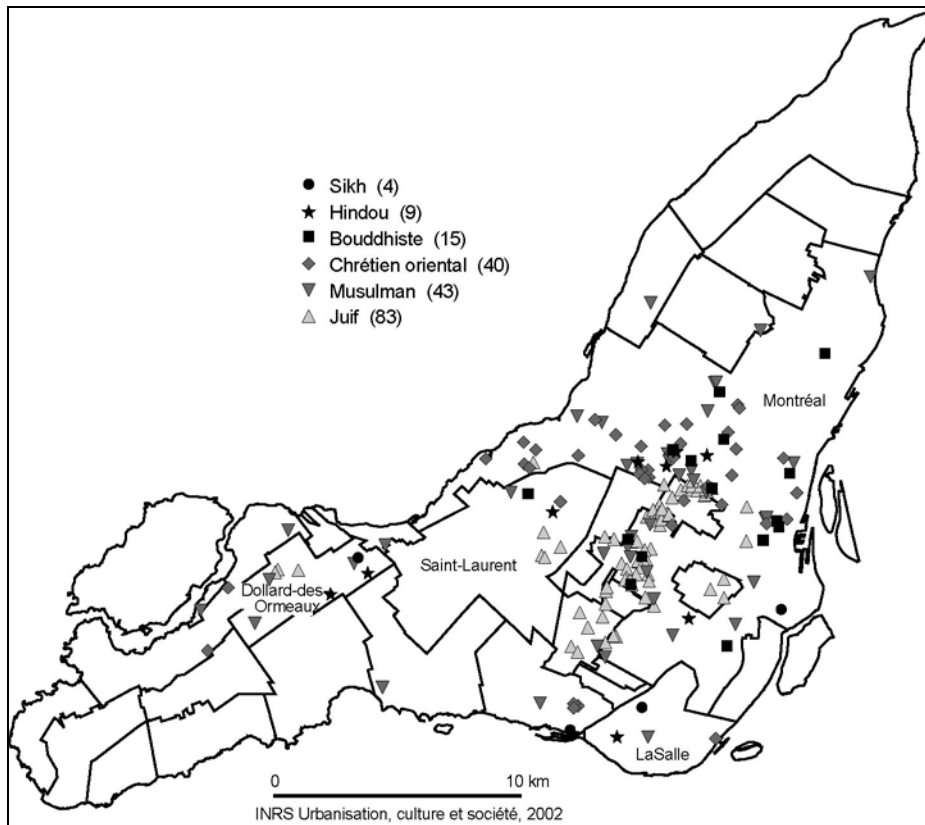


#### **4.3 Esquisse de géographie des lieux de culte dans la région montréalaise**

Le territoire de la ville de Montréal compte au tournant du millénaire près de 500 lieux de culte, dont environ la moitié sont des églises implantées de longue date au Québec, soit celles des confessions catholique (romaine) et protestantes. Le reste de l'île en compte tout près de 300 de plus, pour un total d'environ 800 lieux de culte pour l'île de Montréal dans son ensemble. Les lieux de culte minoritaires, c'est-à-dire associés à des groupes immigrants ou ethnoreligieux particuliers (excluant ceux des catholiques romains et des protestants), représentent environ le quart de l'ensemble des lieux de culte sur l'île de Montréal. On en retrouve environ 130 à Montréal et 65 dans le reste de l'île [voir carte 1]. On constate que parmi les lieux de culte minoritaires, ce sont les lieux de culte juifs qui sont les plus nombreux tant dans la ville de Montréal qu'en banlieue. Les lieux de culte musulmans arrivent au troisième rang, juste derrière les chrétiens orientaux.

La répartition géographique des lieux de culte minoritaires n'est pas uniforme sur le territoire, que ce soit à travers les différents quartiers de la ville de Montréal ou à travers les municipalités de banlieue du reste de l'île. En général, ces lieux de culte ont tendance à se concentrer dans certains quartiers ou secteurs à forte proportion d'immigrants ou de communautés culturelles. On retrouve aussi des variations significatives d'un groupe religieux à un autre dans la façon dont ces lieux de culte se localisent, variations qui renvoient à d'autres facteurs tels que: les ressources financières disponibles, le degré de mobilité spatiale des membres, les préférences du groupe et/ou les caractéristiques particulières du culte, la disponibilité des espaces et des équipements pouvant accueillir ce type d'activité, et les politiques et les règlements d'urbanisme des municipalités. Autrement dit, les lieux de culte, et particulièrement les lieux de culte minoritaires, ne semblent pas obéir à une seule et même logique de localisation comme le feraient, par exemple, d'autres catégories d'équipements collectifs ou d'entreprises.

**Carte 4.1. Localisation des lieux de culte minoritaires, île de Montréal.**



Source : Cartographie réalisée à partir des données compilées par l'auteure<sup>5</sup>.

C'est que, d'une tradition religieuse à l'autre (et souvent, d'un groupe ethnoreligieux à l'autre), les facteurs de localisation et les modes d'implantation varient en fonction des besoins, des ressources et des contraintes. Dans le cas des temples sikhs (la région en compte 6 ou 7 à l'heure actuelle), on constate que ceux-ci sont presque tous situés en banlieue, surtout dans la partie ouest de l'île où la population originaire de l'Asie du Sud est de plus en plus importante ; presque tous les temples recensés sont situés dans des édifices construits à cette fin ou du moins reconnus pour fins de culte par les autorités municipales concernées. Ces deux facteurs traduisent la capacité de mobilisation de la communauté sikhe montréalaise, dans la mesure où l'aménagement de ces lieux de culte implique des coûts importants et des démarches parfois longues et difficiles avec les autorités municipales. À l'inverse, tous les temples bouddhistes recensés sur l'île

<sup>5</sup> voir section 3.3.1 au chapitre précédent.

sont situés sur le territoire de la ville de Montréal, à l'exception d'un seul (à Saint-Laurent). On retrouve par contre des temples bouddhistes sur la Rive-Sud (Brossard et Longueuil), ce qui reflète la localisation des populations originaires des régions du monde où le bouddhisme est prédominant.

Nous nous intéresserons de plus près dans les lignes qui suivent à la géographie des lieux de culte appartenant aux deux communautés ethnoreligieuses étudiées dans le cadre de cette recherche, soit les juifs et les musulmans.

#### **4.3.1 Les lieux de culte juifs**

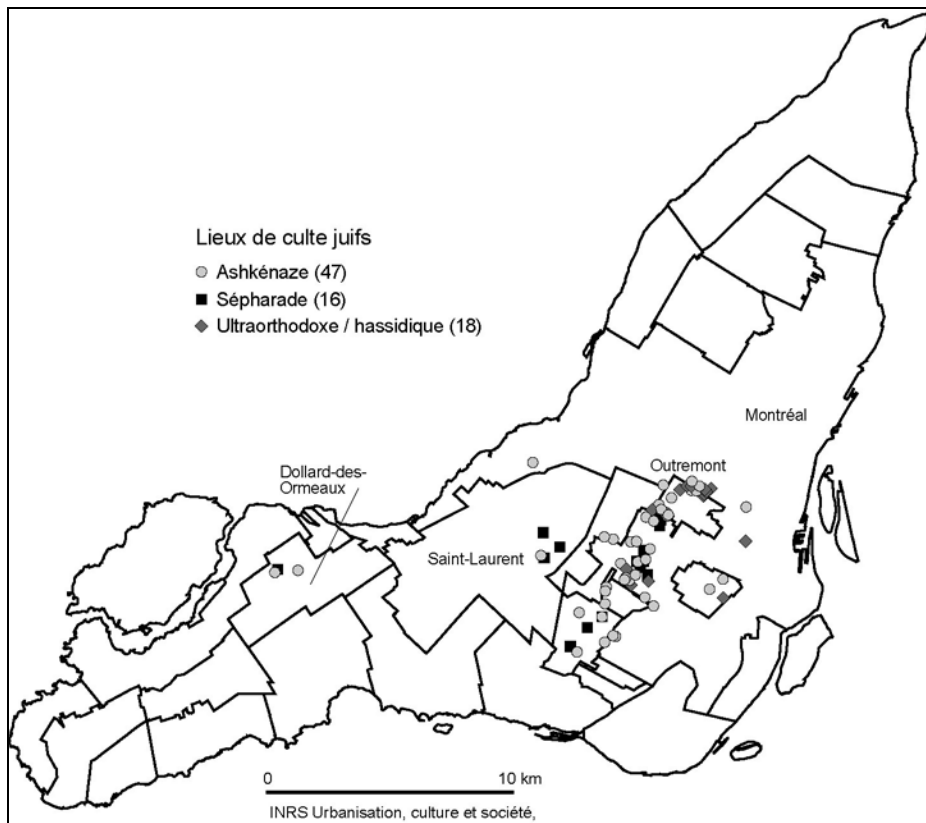
On retrouve environ 80 lieux de culte juifs sur le territoire de l'île de Montréal dans son ensemble (voir Carte 2). Les juifs sont l'un des groupes ethnoreligieux les plus fortement institutionnalisés de la région montréalaise ; cette communauté a développé au fil des décennies un grand nombre d'associations culturelles, sportives et sociales, d'organismes de représentation et de défense de droits, de même que divers réseaux nationaux et internationaux. En ce qui concerne les lieux de culte, nous distinguerons trois grands sous-groupes rituels : les synagogues ashkénazes, les synagogues sépharades et les synagogues ultraorthodoxes et hassidiques. Dans la ville de Montréal, les synagogues ashkénazes et sépharades sont à peu près exclusivement localisées dans le secteur Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce, alors que dans les municipalités de banlieue apparaissent des distinctions dans la répartition spatiale des synagogues ashkénazes et sépharades. En effet, les synagogues ashkénazes, plus nombreuses, sont surtout concentrées dans les municipalités de la proche banlieue ouest : Côte-Saint-Luc, Hampstead, Westmount, Ville Mont-Royal. Les synagogues sépharades ont tendance à se retrouver plus au nord, à Saint-Laurent et à Laval, bien qu'également à Côte-Saint-Luc. Enfin, les lieux de culte des communautés ultra-orthodoxes et hassidiques sont fortement concentrés dans le cœur de l'ancien secteur résidentiel des immigrants juifs, soit dans le quartier Mile-End et la section est de la municipalité d'Outremont. Les lieux de culte d'affiliation hassidique situés à l'extérieur de ce périmètre sont essentiellement ceux associés au mouvement Chabad Lubavitch.

Pour ces trois types de lieux de culte juifs, il est clair que leur répartition géographique correspond étroitement à celle des populations juives montréalaises; ceci est dû au

moins en partie au fait que les juifs religieux ne peuvent se déplacer en voiture le jour du Sabbat (samedi), ce qui fait que la synagogue doit être située à distance de marche des résidences. Pierre Anctil (1997) a d'ailleurs souligné les caractéristiques particulières du secteur urbain qui chevauche le quartier montréalais du Mile-End et la partie est de la municipalité d'Outremont et où sont installées des communautés juives hassidiques depuis les années 1950 : la forte intégration spatiale des activités, l'enchevêtrement constant des sphères du privé et du public, et l'extrême densité des établissements juifs. Cette forme urbaine spécifique a certainement contribué au maintien de la vitalité de la communauté chez les juifs hassidiques montréalais.

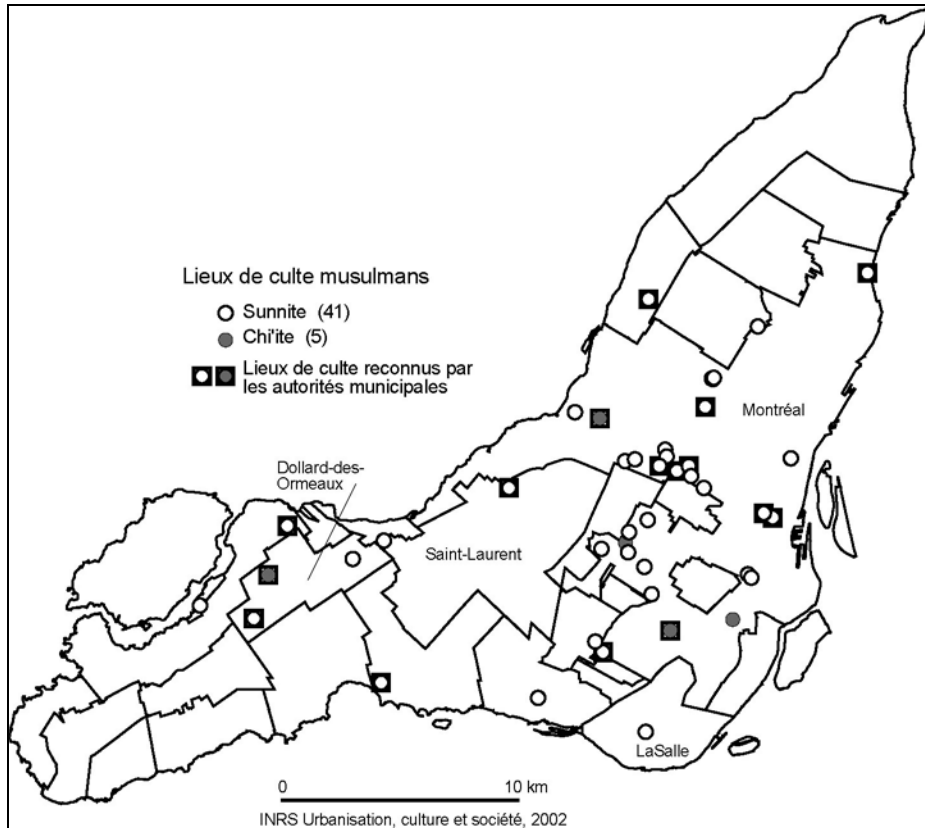
Les différents noyaux institutionnels dont font partie les lieux de culte de la région illustrent aussi la trajectoire résidentielle des collectivités juives dans l'espace métropolitain: les familles juives d'origine ashkénaze ont, au cours des années 1940 et 1950, quitté les quartiers urbains denses au pied du Mont Royal pour aller s'installer dans les quartiers et les banlieues plus à l'ouest; les juifs sépharades, majoritairement francophones et d'installation plus récente à Montréal, ont quant à eux graduellement investi les banlieues plus au nord, comme Laval et Saint-Laurent, où les institutions ashkénazes sont peu présentes. Enfin, les juifs ultra-orthodoxes et hassidiques sont demeurés dans ou à proximité des anciens quartiers immigrants après le départ des familles ashkénazes dans les années 1950.

**Carte 4.2 Localisation des lieux de culte juifs, île de Montréal.**



**Source :** Cartographie réalisée à partir des données compilées par l'auteur.

**Carte 4.3 Localisation des lieux de culte musulmans, île de Montréal.**



**Source :** Cartographie réalisée à partir des données compilées par l'auteur.

### 4.3.2 Les lieux de culte musulmans

Si la région montréalaise ne compte à l'heure actuelle qu'un nombre limité de mosquées officielles<sup>6</sup>, c'est-à-dire reconnues par les autorités publiques et disposant de locaux et de personnel relativement permanent, les salles de prière sont par contre nombreuses et leur nombre continue d'augmenter au rythme des vagues migratoires. Celles-ci ont aussi tendance à se relocaliser relativement souvent au gré des opportunités qui se présentent (en termes de locaux ou de terrains disponibles) mais aussi en fonction des ressources et des contraintes propres à leurs membres. Par ailleurs, la plupart des établissements d'enseignement universitaire (de même que quelques collèges) comportent une association d'étudiants musulmans et une salle de prière sur le campus.

La carte 4.3 nous offre un aperçu de la localisation des lieux de culte musulmans dans la région montréalaise; on y distingue les institutions chiites et sunnites, qui sont les deux principaux courants de l'islam présents à Montréal. On peut voir aussi que la répartition spatiale des lieux de culte n'est pas spécialement concentrée dans l'espace urbain, même si quelques axes plus importants se démarquent, notamment le long du boulevard Saint-Laurent et le long de la rue Jean-Talon. L'espace musulman montréalais se présente donc sous la forme d'un réseau organisé autour de pôles géographiques centrés sur la présence de marqueurs géographiques d'institutions (principalement les mosquées et salles de prière) et des commerces spécifiques (alimentation *halal*, cafés, etc.) Ces marqueurs géographiques s'inscrivent de manière plus ou moins visible dans l'espace urbain et forment, avec les poches de population résidentielle qui l'accompagnent, des pôles structurants qui donnent sa forme à l'espace musulman montréalais (Gagnon et Germain, 2001).

Ces pôles reflètent une certaine agrégation basée sur des affinités culturelles au sein de la population musulmane en fonction de l'origine nationale, de la langue et de la

---

<sup>6</sup> La distinction entre mosquée et simple salle de prière, si elle peut sembler aller de soi, fait l'objet d'un certain débat au sein de la littérature. La distinction utilisée par H. Vieillard-Baron (2002) nous paraît toutefois recouper plusieurs des éléments considérés ailleurs : pour lui, le titre de mosquée sera donné seulement aux établissements qui rassemblent quatre fonctions principales : une fonction religieuse (accomplissement du rite et transmission du dogme), une fonction culturelle (diffusion et visibilité de la culture musulmane), une fonction intellectuelle (enseignement du Coran et interprétation des textes) et une fonction sociale représentée par la solidarité communautaire.

confession religieuse: un pôle est, plus fortement investi par des musulmans d'origine maghrébine, majoritairement francophone ou francophile, d'implantation plus récente à Montréal; un pôle nord, au cœur de ville Saint-Laurent, en complémentarité économique avec celui de la communauté libanaise (chrétienne et musulmane); un pôle ouest, plus étroitement associé à une communauté musulmane d'implantation plus ancienne, souvent anglophone et d'origine surtout indo-pakistanaise. Enfin, un pôle central, au centre-ville, où l'on retrouve principalement des commerces et institutions.

La séquence d'aménagement des lieux de culte musulmans suit de près celle des communautés musulmanes ailleurs qu'à Montréal (voir chapitre 3) : en fonction des besoins et des ressources disponibles au sein du cercle de croyants, il arrive souvent qu'un local commercial ou une résidence soit loué pour accueillir les activités de prière et d'étude religieuse. Avec le temps, et suite à des démarches auprès des autorités, la salle de prière pourra éventuellement se relocaliser dans des lieux plus permanents et obtenir une reconnaissance officielle en tant que lieu de culte (c'est-à-dire être reconnu comme organisme à but non lucratif par le gouvernement provincial et obtenir de la part de la municipalité une exemption de taxes foncières et un statut d'usage du sol en conformité avec les règlements de zonage en vigueur). Il faut souligner que dans la région métropolitaine de Montréal, il n'existe pas à l'heure actuelle de mosquée construite à cette fin; tous les lieux de culte musulmans sont actuellement situés dans des édifices construits à d'autres fins. Il peut s'agir d'édifices commerciaux, industriels ou résidentiels, ou même d'autres types de lieux de culte, églises ou synagogue (un cas à Dollard-des-Ormeaux).

D'après nos recherches, les lieux de culte musulmans se localisent d'une part en fonction de l'accessibilité géographique et de la disponibilité de locaux adéquats (notamment du point de vue du zonage) mais aussi en fonction de la localisation des espaces résidentiels investis par certains groupes de cette population. Il ne semble pas par contre y avoir de superposition étroite entre les espaces résidentiels et l'infrastructure communautaire musulmane. Par contre, comme l'avait souligné Chantal Goyette (2000) dans son mémoire sur le regroupement résidentiel de la population arabe, le fait de fréquenter régulièrement un lieu de culte a une incidence sur le regroupement des ménages; et bien que ce constat ne s'applique pas seulement aux musulmans (c'est d'ailleurs particulièrement vrai selon Goyette dans le cas des



chrétiens arabes), il nous invite néanmoins à réfléchir à l'articulation entre pratique religieuse et structuration communautaire.

Il existe donc un contraste important entre les musulmans et les juifs sur le plan de la localisation des lieux de culte : si les premiers s'organisent sur un mode plutôt régional et délocalisé par rapport à l'espace résidentiel, les seconds ont plutôt tendance à superposer les espaces institutionnels et résidentiels. Dans les deux cas, il faut rappeler qu'il s'agit de groupes relativement hétérogènes du point de vue des origines nationales et des pratiques culturelles et religieuses, ce qui contribue également à la configuration institutionnelle de ces communautés. Précisons enfin qu'entre ces modes de localisation contrastés, il existe d'autres types de géographie de lieux de culte, en fonction des caractéristiques propres aux groupes eux-mêmes, mais aussi en fonction des contraintes et des opportunités qui relèvent du contexte urbain en soi.

La dernière section de ce chapitre présente enfin le cadre réglementaire et juridique régissant l'aménagement de lieux de culte, notamment par le biais des règlements municipaux de zonage.

#### **4.4 L'aménagement des lieux de culte : cadre juridique et réglementaire**

Au Québec (comme généralement dans le reste du Canada), l'aménagement urbain et l'urbanisme sont des responsabilités municipales. Ce sont toutefois des lois provinciales qui accordent ces pouvoirs aux municipalités et qui constituent le cadre législatif dans lequel celles-ci doivent opérer, principalement par le biais de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme. En vertu de cette loi, les municipalités peuvent se doter d'outils de gestion des utilisations du sol sur leur territoire, le plus souvent sous la forme d'un plan d'urbanisme et des règlements qui en découlent. Le plan d'urbanisme doit comprendre « les grandes orientations d'aménagement du territoire de la municipalité; les grandes affectations du sol et les densités de son occupation; et le tracé projeté et le type des principales voies de circulation et des réseaux de transport » (Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU), section II, article 83). Le plan d'urbanisme peut aussi comprendre des indications sur « la nature, la localisation et le type des équipements et

infrastructures destinés à l'usage de la vie communautaire », dont notamment les lieux de culte.

Les règlements d'urbanisme découlant de ce plan d'urbanisme permettent à la municipalité de régir différents aspects du zonage, du lotissement et de la construction sur son territoire par le biais de règlements spécifiques à ces secteurs. Par exemple, le règlement de zonage permet de « spécifier, pour chaque zone [du territoire municipal], les constructions ou les usages qui sont autorisés et ceux qui sont prohibés, y compris les usages et édifices publics, ainsi que les densités d'occupation du sol ». (LAU, Ch. IV, section I, art. 113). Le règlement d'urbanisme peut aussi contenir des indications concernant l'architecture, l'apparence extérieure et l'aménagement (y compris l'affichage), la distance devant être laissée libre entre les lots et/ou les bâtiments, le nombre requis de places de stationnement, la modification ou l'altération d'édifices existants, etc. En somme, parmi les outils administratifs associés au plan d'urbanisme, le règlement de zonage permet aux municipalités de déterminer, si elles le désirent, où et comment les lieux de culte peuvent ou ne peuvent pas s'implanter. La Loi confère d'ailleurs aux municipalités une marge de manœuvre très grande quant au degré de contrôle que celles-ci désirent exercer sur l'aménagement de leur territoire, sur l'utilisation du sol et sur le type et la qualité des bâtiments qui y seront permis. Les municipalités exercent ce contrôle en assujettissant toute construction ou aménagement à l'obtention d'un permis d'occupation et/ou d'un permis de construction, le premier permettant de contrôler le type d'usage qui sera fait du bâtiment (résidentiel, commercial, etc.), alors que le second permet de régir la forme et l'apparence des édifices et aménagements.

Comme les municipalités québécoises sont entièrement responsables des questions de d'aménagement sur leur territoire, les règlements d'urbanisme et de zonage peuvent varier considérablement d'une municipalité à l'autre. Aussi, certaines municipalités, comme la ville de Montréal, possèdent-elles des outils de gestion urbanistique sophistiqués, qui comprennent plusieurs catégories d'usages spécifiques ainsi qu'un appareil administratif complexe pour gérer les demandes de permis et de dérogation. Dans d'autres municipalités plus petites, les catégories d'usages peuvent être définies de façon plus large et les règlements être plus simples. En fait, outre d'accorder aux municipalités le pouvoir de réglementer ce domaine d'activité, la Loi sur l'aménagement

et l'urbanisme ne s'avère normative qu'en ce qui concerne les procédures d'adoption, de modification et de gestion de ces outils urbanistiques (plan d'urbanisme, règlement de zonage, etc.).

Du point de vue de l'aménagement des lieux de culte, les règlements de zonage applicables varient aussi d'une municipalité à l'autre. Certaines municipalités définissent des catégories d'usages spécifiques pour les lieux de culte, alors que d'autres les classent dans des catégories plus générales telles que les équipements collectifs ou les usages institutionnels. Le degré de contrôle exercé (nombre, emplacement, traitement architectural, etc.) varie également entre les municipalités. Par exemple, la ville de Montréal, dans le cadre de la révision de son plan d'urbanisme de 1992, a créé une nouvelle catégorie d'usage pour légitimer les lieux de culte existants et protéger ainsi le patrimoine religieux de la démolition ou de la conversion abusive à d'autres usages (Arteau, 2000). Ce règlement constitue par contre un obstacle à l'aménagement de nouveaux lieux de culte parce qu'il limite les emplacements où peuvent s'implanter de plein droit les lieux de culte aux endroits où un lieu de culte existe déjà. Toute communauté désirant établir un nouveau lieu de culte sur le territoire de la ville doit donc obtenir une permission spéciale, qui permet à son détenteur d'occuper un emplacement à des fins de lieux de culte et ce, même si cette utilisation contrevient au règlement de zonage en vigueur. La ville de Montréal connaît ainsi un problème de disponibilité pour des espaces où est autorisée de plein droit l'implantation de lieux de culte, situation qui se conjugue avec une augmentation de la demande pour de tels aménagements depuis le début des années 1990<sup>7</sup>.

Dans les autres municipalités de la région métropolitaine, le contexte d'aménagement des lieux de culte varie en fonction des règlements d'urbanisme en vigueur; même si le règlement de zonage ne comporte pas de catégorie spécifique pour les lieux de culte (c'est-à-dire des espaces réservés à ce type d'usage), ceux-ci peuvent souvent s'établir dans des secteurs autorisés pour d'autres catégories d'usage (commerciaux ou industriels, par exemple). Dans ce cas, un changement de zonage n'est pas nécessaire parce que l'aménagement d'un lieu de culte sur le site n'est pas prohibé. On retrouve ainsi certains établissements culturels dans des zones industrielles ou commerciales.

---

<sup>7</sup> La Ville a néanmoins adopté certains assouplissements de son règlement afin de compenser pour cette contrainte.

Plusieurs municipalités de la région se sont toutefois dotées au cours de dernières années de règlements spécifiques pour les lieux de culte, le plus souvent pour contrôler leur implantation. À l'exception de la ville de Montréal, qui s'est dotée d'un mécanisme réglementaire pour gérer certains usages qui ne se conforment pas à son règlement de zonage, les autres municipalités de l'île doivent suivre la procédure dictée par le gouvernement provincial pour effectuer ce type de changement. Un avis public est émis et, le plus souvent, une consultation publique sondera l'opinion des riverains par rapport au projet d'amendement au règlement de zonage. Cette consultation peut être suivie de l'ouverture d'un registre où seront consignées les signatures des résidents locaux opposés au projet. Si le nombre de signatures est suffisant, un référendum peut être tenu pour déterminer par voie de vote la position des résidents.

Il faut savoir aussi que les lieux de culte, comme certaines autres catégories de bâtiments consacrés à des services publics, bénéficient en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale d'une exemption de taxes foncières<sup>8</sup>. Cette exemption de taxes s'applique non seulement à l'immeuble servant au culte, mais aussi aux autres terrains et immeubles appartenant à une communauté religieuse reconnue comme telle par le gouvernement québécois. Imposée par une loi provinciale, cette exemption de taxes concerne de près les municipalités parce qu'elle représente une perte de revenus qui varie en fonction du nombre et de l'importance des avoirs immobiliers des communautés religieuses implantées sur leur territoire.

---

<sup>8</sup> « Sont exempts de toute taxe foncière, municipale ou scolaire [...] un immeuble appartenant à une institution religieuse ou à une fabrique, utilisé par elle ou gratuitement par une autre institution religieuse ou une autre fabrique, non en vue d'un revenu mais dans la poursuite immédiate de ses objets constitutifs de nature religieuse ou charitable, de même que ses dépendances immédiates utilisées aux mêmes fins ». Loi sur la fiscalité municipale, Ch. XVIII, section I, article 204.